DAVIES



Jean-Philippe Groleau
Associé

Bureau
Montréal

Tél.
514.841.6583

Courriel
jpgroleau@dwpv.com

Expertise
Litige
Actions collectives
Droit public

Barreau
Québec, 2004

Avocat plaidant déterminé et habile, Jean-Philippe représente un éventail très diversifié de clients du secteur public.

Spécialiste des dossiers complexes et très médiatisés, Jean-Philippe se consacre particulièrement aux différends relevant du droit public, dont les contestations constitutionnelles et les demandes de contrôle judiciaire de mesures prises par l'administration publique. Il dispose également d'une vaste expérience en matière d'actions collectives – ayant représenté des clients tant en demande qu'en défense – ainsi que dans des dossiers en droit de la santé et en droit de la protection du consommateur. Jean-Philippe cumule les réussites devant les tribunaux administratifs et en arbitrage de même que devant les tribunaux judiciaires de tous les échelons. Il a notamment plaidé devant la Cour suprême du Canada à titre d'avocat principal dans le cadre de multiples dossiers touchant un éventail de questions juridiques.

Jean-Philippe siège au conseil d'administration de Santé et éducation maintenant!, un organisme qui met en uvre des projets de développement communautaire au Bénin et au Cameroun.

Mandats représentatifs

Brault & Martineau Inc., Corbeil Électrique Inc. et Sears Canada Inc.
Représentation en défense de Brault & Martineau Inc., de Corbeil Électrique Inc. et de Sears Canada Inc. dans le cadre de différentes actions collectives intentées au nom de consommateurs alléguant que la vente de garanties supplémentaires violerait les dispositions de la Loi sur la protection du consommateur.

Brault & Martineau Inc.
Représentation de **Brault & Martineau Inc.** dans le cadre de sa défense couronnée de succès à l'encontre d'une action collective intentée au nom de consommateurs qui avaient acheté des biens grâce à du financement dont on alléguait qu'il violait la *Loi sur la protection du consommateur*.

Client confidentiel
Représentation avec succès d'un détaillant d'essence établi au Québec relativement à des accusations portées au criminel par le Bureau de la concurrence pour complot de fixation de prix et dans le cadre des actions collectives connexes. Davies a réussi à obtenir un sursis de l'instance criminelle contre son client en invoquant une violation de ses droits constitutionnels.

Société des casinos du Québec
Représentation de la **Société des casinos du Québec** relativement à deux actions collectives au sujet des frais de services bancaires électroniques facturés lors de certaines opérations effectuées dans les casinos de Loto-Québec.

Ciment McInnis Inc.
Représentation de **Ciment McInnis Inc.** relativement à la défense opposée par celle-ci à une requête demandant l'annulation d'un permis délivré par le ministère de l'Environnement autorisant McInnis à concrétiser son projet de construire une cimenterie de 1 milliard de dollars à la fine pointe de la technologie à Port-Daniel en Gaspésie.

Université Concordia
Représentation avec succès de **l'Université Concordia** dans l'affaire *Bisaillon c.*

DAVIES

Jean-Philippe Groleau
Associé

Bureau
Montréal

Tél.
514.841.6583

Courriel
jpgroleau@dwpv.com

Université Concordia devant la Cour suprême du Canada. Davies a plaidé que la Cour supérieure n'avait pas compétence pour entendre une action collective initiée par Bisaillon qui réclame le versement par Concordia de bien au-delà de 100 millions de dollars au régime de retraite de ses employés.

Société de transport de Montréal (STM)

Représentation fructueuse de la **Société de transport de Montréal** relativement à un différend avec Bombardier Transport Canada Inc. et Alstom Canada Inc. concernant le contrat de 1,2 milliard de dollars en vue du renouvellement des wagons du métro de Montréal. La Cour supérieure du Québec a accueilli la requête en annulation de la requête en jugement déclaratoire présentée par les fabricants de wagons de métro.

Association canadienne des libertés civiles

Représentation sur une base *pro bono* de l' **Association canadienne des libertés civiles** à titre d'intervenante dans *S.L. c. Commission scolaire des Chênes*, où la Cour suprême du Canada doit décider dans quelles circonstances des parents peuvent demander l'exclusion de leurs enfants de cours imposés par le ministère de l'Éducation au motif qu'ils portent atteinte à leur liberté de religion.

Association canadienne des libertés civiles

Représentation sur une base *pro bono* de l' **Association canadienne des libertés civiles** à titre d'intervenante dans *École secondaire Loyola* c. *Procureur général du Québec*, 2015 CSC 12, où la Cour suprême du Canada a eu à se prononcer sur la mise en balance, dans le cadre d'un programme d'enseignement obligatoire, des objectifs de promotion de la tolérance et du respect des différences, d'une part, et de la liberté de religion des membres d'une communauté particulière, d'autre part. La Cour suprême du Canada a retenu à l'unanimité la position défendue par l'ACLC quant aux aspects collectifs de la liberté de religion.

Corus Entertainment Inc.

Représentation fructueuse de **Corus Entertainment Inc.** devant la Cour d'appel fédérale relativement à la contestation par un tiers d'une décision du CRTC approuvant la vente par Corus à Cogeco Inc. de certaines stations de radio au Québec.

Talisman Energy Inc.

Représentation des intérêts de **Talisman Energy Inc.** auprès des autorités gouvernementales relativement au cadre législatif, réglementaire et fiscal de l'exploration et l'exploitation du gaz de schiste.

L'honorable Morris J. Fish - Troisième examen indépendant de la Loi sur la défense nationale

Conseiller juridique de **l'honorable Morris J. Fish**, ancien juge de la Cour suprême du Canada et juriste en résidence chez Davies, dans le cadre de la préparation et de la rédaction de son rapport au ministre de la Défense nationale sur certaines dispositions de la Loi sur la défense nationale et leur application. Le rapport de plus de 400 pages déposé le 1er juin 2021 inclut 107 recommandations de grande envergure, une majorité desquelles concernent le système de justice militaire, y compris l'indépendance de ses acteurs, le traitement des allégations d'inconduite sexuelle, la police militaire et la surveillance de la police. Les autres recommandations sont liées aux griefs militaires et au processus d'examen

DAVIES

Jean-Philippe Groleau
Associé

Bureau
Montréal

Tél.
514.841.6583

Courriel
jpgroleau@dwpv.com

indépendant. Lors du dépôt du rapport au Parlement, le ministère de la Défense nationale a décrit l'examen comme étant « l'examen indépendant le plus complet et le plus approfondi du système de justice militaire depuis les examens menés par l'ancien juge en chef du Canada, Brian Dickson, à la fin des années 1990».

Groupe BMTC Inc. (anciennement Brault & Martineau Inc. et Ameublements Tanguay Inc.)

Représentation de **Groupe BMTC Inc. (anciennement Brault & Martineau Inc. et Ameublements Tanguay Inc.)**, toutes deux visées par une action collective contre de grands détaillants du Québec alléguant que les annonces de ces détaillants sur la possibilité d'obtenir des prêts à la consommation contreviennent à la *Loi sur la protection du consommateur* et au *Règlement d'application de la Loi sur la protection du consommateur*.

René Allard, pour le compte de cadres retraités du gouvernement du Québec et leurs conjoint(e)s

Représentation du représentant **René Allard** relativement à une action collective dans le cadre de laquelle des dommages-intérêts sont réclamés au gouvernement du Québec pour le compte de membres retraités du personnel de gestion des secteurs de la fonction publique et parapublique du Québec, ainsi que leurs conjoints, et portant sur la constitutionnalité d'une loi adoptée par l'Assemblée nationale du Québec suspendant unilatéralement et modifiant rétroactivement l'indexation de leur pension de retraite. L'action collective a été autorisée par la Cour d'appel du Québec.

Fédération des médecins spécialistes du Québec

Représentation de la **Fédération des médecins spécialistes du Québec (la « FMSQ»)**, défenderesse dans une action collective concernant des frais facturés aux patients. Les représentants du groupe prétendent que la FMSQ a encouragé ses membres à charger certains frais à des personnes assurées, en contravention de la *Loi sur l'assurance maladie*.

Mine Canadian Malartic

Représentation de **Mine Canadian Malartic**, mise en cause dans une demande de contrôle judiciaire visant à obtenir l'annulation d'un décret du gouvernement.

Association québécoise des pharmaciens propriétaires

Représentation de l' **Association québécoise des pharmaciens propriétaires** dans le cadre de sa contestation constitutionnelle de l'article 22.6 de la *Loi sur l'assurance maladie*.

Association québécoise des pharmaciens propriétaires

Représentation de l' **Association québécoise des pharmaciens propriétaires** relativement à sa demande d'autorisation d'intervenir présentée au soutien d'une demande d'autorisation d'appel devant la Cour suprême du Canada.

Professionnels de la santé

Représentation de **professionnels de la santé** dans le cadre d'une enquête menée par un organisme gouvernemental du Québec sur les pratiques du secteur de la fabrication de produits médicaux. L'enquête pourrait donner lieu à des poursuites administratives, civiles, disciplinaires et pénales.

Clients confidentiels

Représentation de **clients confidentiels** contre différents médias dans le cadre de procédures judiciaires liées à la Commission d'enquête sur l'octroi et la gestion des

DAVIES

Jean-Philippe Groleau
Associé

Bureau
Montréal

Tél.
514.841.6583

Courriel
jpgroleau@dwpv.com

contrats publics dans l'industrie de la construction (la « Commission Charbonneau») et visant à obtenir une interdiction de publication de dénonciations au soutien de plusieurs mandats de perquisition.

Clients confidentiels

Représentation de divers **clients confidentiels** relativement à l'enquête menée par la Commission d'enquête sur l'octroi et la gestion des contrats publics dans l'industrie de la construction (la « Commission Charbonneau»).

Clients confidentiels

Représentation de divers **clients confidentiels** dans le cadre d'enquêtes ouvertes par l'Unité permanente anti-corruption du Québec.

Bluberi Group Inc.

Représentation avec succès de **9354-9186 Québec inc.** et de **9354-9178 Québec inc.** (anciennement connues sous les noms Bluberi Jeux et Technologies inc. et Groupe Bluberi inc.) concernant (i) le pourvoi interjeté devant la Cour suprême du Canada et (ii) leurs efforts de restructuration aux termes de la *Loi sur les arrangements avec les créanciers des compagnies* (LACC). Les juges de la Cour suprême ont unanimement rendu, sur le banc, leur décision en faveur de nos clients et ont renversé le jugement de la Cour d'appel.

Association québécoise des pharmaciens propriétaires

Représentation de l' **Association québécoise des pharmaciens propriétaires** dans le cadre d'une demande en jugement déclaratoire à l'encontre du Procureur général du Québec et de la Régie de l'assurance maladie du Québec relatif à l'interprétation d'une loi adoptée récemment par l'Assemblée nationale concernant certaines obligations imposées à tous les pharmaciens du Québec.

Daisye Marcil

Représentation de clients en demande dans le cadre d'une action collective qui visait l'ensemble des parents du Québec qui ont eu à débourser des frais pour l'achat de manuels scolaires ou de matériel didactique alors que ces frais auraient dû être assumés par les commissions scolaires.

Association québécoise des pharmaciens propriétaires

Représentation de l' **Association québécoise des pharmaciens propriétaires** (l'« AQPP») dans le cadre d'une demande d'arbitrage qui l'opposait au ministère de la Santé et des Services Sociaux (le « MSSS»). L'AQPP prétendait que le MSSS avait violé une entente dont ils avaient convenu, ce qui résultait en un manque à gagner de plus de 150 millions de dollars pour les pharmaciens. L'AQPP est parvenue à un règlement à l'amiable du différend avec le MSSS qui a permis à ses membres d'économiser des centaines de millions de dollars.

Karatbars International GmbH

Représentation avec succès de **Karatbars International GmbH** relativement à la demande d'ordonnance d'interdiction d'opérations présentée à son encontre par l'Autorité des marchés financiers (« AMF»). Le Tribunal administratif des marchés financiers a rejeté la demande de l'AMF dans le cadre d'une décision importante qui fera autorité à l'échelle nationale, et possiblement nord-américaine, en matière de contrats d'investissement et de marketing de réseau.

Ville de Lévis

DAVIES

Jean-Philippe Groleau
Associé

Bureau
Montréal

Tél.
514.841.6583

Courriel
jpgroleau@dwpv.com

Représentation en défense de la **Ville de Lévis** dans le cadre d'une action collective et d'autres actions connexes intentées par des citoyens dont les résidences auraient été construites sur des terrains ne se prêtant pas à la construction traditionnelle.

Pharmascience Inc.
Représentation fructueuse de **Pharmascience Inc.** et obtention du rejet d'une action collective de 3,9 milliards de dollars intentée contre des fabricants de médicaments génériques à la suite d'allégations de fixation de prix inappropriés pour des médicaments subventionnés dans le cadre du régime d'assurance-médicaments provincial.

Pharmascience Inc.
Représentation de **Pharmascience Inc.** devant la Cour supérieure du Québec, la Cour d'appel du Québec et la Cour suprême du Canada dans des procédures à l'encontre du syndic de l'Ordre des pharmaciens du Québec en contestation de la validité de demandes de production de documents.

Corus Entertainment Inc.
Représentation fructueuse de **Corus Entertainment Inc.** devant le gouverneur en conseil, qui a refusé de renverser une décision du Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes approuvant l'échange de diverses stations de radio (y compris CKAC) entre Corus et Astral Media inc.

British Columbia Civil Liberties Association
Représentation à titre pro bono de la **British Columbia Civil Liberties Association**, en sa qualité d'intervenante, devant la Cour suprême du Canada dans l'affaire John Howard Society of Saskatchewan v. Saskatchewan (Attorney General), dans le cadre de laquelle est contestée la constitutionnalité de certaines dispositions applicables à l'arbitrage d'infractions disciplinaires qui ont été commises dans des établissements correctionnels de la Saskatchewan.

Labsurface
Représentation des actionnaires de **Labsurface**, fournisseur spécialisé en revêtements époxydes pour planchers d'usage commercial et industriel ainsi que de laboratoires, dans la vente d'une participation minoritaire à Idéaliste Capital.

Distinctions

American College of Trial Lawyers
Fellow

Litigation Counsel of America
Fellow

Chambers Canada
Litige: droit administratif et public: Québec
Band 1

Benchmark Canada
Recours collectifs; droit commercial; droit public
Étoile du litige

Benchmark Canada Awards
Prix de la cause la plus influente de l'année
2020

DAVIES

Jean-Philippe Groleau
Associé

Bureau
Montréal

Tél.
514.841.6583

Courriel
jpgroleau@dwpv.com

Legal 500 Canada
Règlement de différends: Québec
Associé de premier plan

Lexpert 500 Cross Border
Litige: droit des sociétés et droit commercial

Lexpert Special Edition
Litigation; Technology and Health Sciences

Lexpert Rising Stars
Leading Lawyers 40 and Under

Lexpert (CLLD)
Litige: droit des sociétés et droit commercial
Le plus fréquemment recommandé

Lexpert (CLLD)
Actions collectives; litige: valeurs mobilières; litige: réglementation et droit public

Best Lawyers Canada
Droit administratif et public; règlement extrajudiciaire des conflits; juridictions d'appel

Best Lawyers Canada
Litige à haut risque; litige, actions collectives; litige, droit des sociétés/droit commercial

Best Lawyers Canada
Litige à haut risque
Avocat de l'année 2027, Montréal

Best Lawyers Canada
Juridictions d'appel
Avocat de l'année 2023, Montréal

Best Lawyers Canada
Droit administratif et public
Avocat de l'année 2025, Montréal

Best Lawyers Canada
Litige, actions collectives
Avocat de l'année 2026, Montréal

Jeune barreau de Montréal
Litige civil et commercial
Avocat de l'année 2013

Concours provincial ARISTA
Catégorie des jeunes professionnels
Finaliste 2014

Conférences et exposés

Conférences et exposés
Barreau du Québec, Colloque national sur l'action collective 2024, « Les honoraires des avocats en actions collectives: un modèle d'affaires en évolution?»; Montréal, QC

DAVIES

Jean-Philippe Groleau
Associé

Bureau
Montréal

Tél.
514.841.6583

Courriel
jpgroleau@dwpv.com

28 nov. 2024

Article
« Les honoraires en demande en matière d'actions collectives: comment éviter de jouer à l'apprenti-sorcier en vue de moduler le comportement des avocats», coauteur
3 mai 2019
Développements récents au Québec, au Canada et aux États-Unis, vol. 455
(Colloque national sur l'action collective)
En savoir plus

Conférences et exposés
Osgoode Professional Development, 16e symposium national sur les actions collectives, « Case Study: The Biggest Case You've Never Heard Of»; Toronto, ON
4 avr. 2019

Conférences et exposés
Colloque national sur l'Action collective 2019, « Enjeux juridiques reliés aux actions multiterritoriales»; Montréal, QC
22 mars 2019

Conférences et exposés
Président, Barreau du Québec, Colloque national sur les recours collectifs, « Recours collectifs et vie privée»
26 mars 2015

Conférences et exposés
L'Association du Barreau canadien, « L'arrêt Pétrolière Impériale c. Jacques de la Cour suprême du Canada: impact sur la divulgation de la preuve»
20 mars 2015

Perspectives

Les avocats et avocates de Davies à l'honneur dans *Best Lawyers*
3 sept. 2026

La Constitution garantit la disponibilité d'un contrôle de la légalité
6 août 2026

Lexpert consolide la position de cabinet de premier plan de Davies
17 mars 2026

Matthew Milne-Smith nommé *Fellow* de l'American College of Trial Lawyers
3 mars 2026

Davies à l'honneur dans le répertoire *Lexpert 500*
14 janv. 2026

Lexpert met à l'honneur l'excellence de Davies en litige
20 nov. 2025

Cour suprême du Canada: les effets potentiels d'une loi peuvent entraîner son inapplicabilité constitutionnelle
18 juin 2025

Davies à l'honneur dans le guide Benchmark Litigation

DAVIES

Jean-Philippe Groleau
Associé

Bureau
Montréal

Tél.
514.841.6583

Courriel
jpgroleau@dwpv.com

1 mai 2025

Changements au régime de protection du consommateur au Québec: sanctions administratives pécuniaires et augmentation des amendes pénales
14 janv. 2025

La cohérence plutôt que la déférence: les règlements sont soumis aux mêmes normes de contrôle judiciaire que les autres décisions administratives
15 nov. 2024

L'équilibre des pouvoirs: La Cour suprême confirme que le gouvernement n'a pas d'immunité absolue contre les dommages en vertu de la *Charte* lorsqu'il adopte une législation inconstitutionnelle
26 juil. 2024

Davies se distingue dans le numéro spécial de Lexpert sur le litige
29 nov. 2021

Le *Financial Times* met Davies en nomination pour un prix *Innovative Lawyers North America* de 2021
16 nov. 2021

The Legal 500 Canada nomme Davies « meilleur dans sa catégorie» (Best in Class)
15 nov. 2021

Neuf avocats de Davies classés parmi les chefs de file dans le secteur des sciences de la santé
10 juin 2021

Morris J. Fish, juriste en résidence chez Davies, dépose son rapport sur le système de justice militaire canadien
4 juin 2021

Les avocats plaidants de Davies classés au premier rang dans le guide Benchmark Canada de 2021
28 avr. 2021

De nouvelles balises pour encadrer le droit administratif: le plus haut tribunal du pays revoit le cadre d'analyse applicable au contrôle judiciaire des décisions administratives
14 janv. 2020

Formation

University of Cambridge, LL. M. (droit international) (mention très honorable, boursier Senior Harris), 2004
Université de Montréal, LL. B. (mention au Tableau d'honneur), 2002
Université Panthéon-Assas (Paris II), Certificat en droit français, 2002

Barreau

Québec, 2004

Conseils et comités

Santé et éducation maintenant!

Adhésions professionnelles

DAVIES

Jean-Philippe Groleau
Associé

Bureau
Montréal

Tél.
514.841.6583

Courriel
jpgroleau@dwpv.com

American College of Trial Lawyers, membre fellow
Litigation Counsel of America, membre fellow
Litigation Counsel of America, Trial Law Institute, membre
Litigation Counsel of America, Diversity Law Institute, membre